

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTES, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression Française ... 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs
Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs		Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs
Prix du numéro { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs Etranger : Port en sus.		Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 27-01 — LOME

SOMMAIRE

LOIS

1965	
22 décembre — Loi n° 65-26 modifiant le code des investissements	2
22 décembre — Loi n° 65-27 complétant l'article 40 de la loi du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ..	5
22 décembre — Loi n° 65-28 relative à l'avancement des personnels de l'Etat pendant la période d'exécution du premier Plan de développement	5
22 décembre — Loi n° 65-29 relative aux élections partielles	5
22 décembre — Loi n° 65-30 portant abrogation de la loi du 5 juin 1959 créant les Sociétés Publiques d'Action Rurale et portant création des Sociétés Régionales d'Aménagement et de Développement	6
22 décembre — Loi n° 65-31 autorisant la République togolaise à donner son aval à un prêt spécial de 450.000 francs français (contre valeur 22 millions cinq cent mille francs CFA) de la Caisse Centrale de Coopération Economique au Crédit du Togo pour adduction d'eau de la ville d'Anécho	7

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTES, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1965	
17 décembre — Décret n° 65-184 portant nomination des assesseurs près les Tribunaux Coutumiers de Première Instance pour l'année 1966	7
17 décembre — Décret n° 65-185 portant nomination des assesseurs près les Tribunaux Coutumiers d'Appel pour l'année 1966	13
18 décembre — Décrets n° 65-186 — 65-187 — 65-188 — 65-189 et 65-190 portant création de Consulats honoraires de la République Togolaise en République Fédérale d'Allemagne	16

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

1965	
31 décembre — Arrêté n° 29/MCIT bloquant des prix de vente de marchandises	17
1966	
5 janvier — Arrêté n° 1/MCIT portant fixation des prix des carburants dans la République togolaise ..	17

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

8 janvier — Arrêté n° 2/INT fixant la composition de la commission pour le recensement général des votes dans la commune d'Anécho	18
---	----

LOIS**LOI N° 65-26 du 22-12-65 modifiant le code des investissements.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les articles 30 et 31 de la loi n° 65-10 du 21 juillet 1965 deviennent sans objet, les dispositions auxquelles ils se réfèrent ayant été abrogées par la loi n° 65-13 du 21 juillet 1965 portant codification des impôts directs.

Art. 2. — L'annexe audit code des investissements est remplacée par l'annexe nouvelle jointe à la présente loi.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965

N. Grunitzky

ANNEXE AU CODE DES INVESTISSEMENTS**TABLEAU DES AVANTAGES FISCAUX****I^{re} PARTIE****REGIME DE DROIT COMMUN**

- A — Droits et taxes fiscaux d'entrée et de sortie
- B — Impôts directs
- C — Droits d'enregistrement et de timbre

II^e PARTIE**REGIME DES ENTREPRISES PRIORITAIRES**

- A — Droits et taxes fiscaux d'entrée et de sortie
- B — Impôts directs
- C — Droits d'enregistrement et de timbre

III^e PARTIE**ENTREPRISES PRIORITAIRES AGREEES AU REGIME FISCAL DE LONGUE DUREE**

- A — Droits et taxes fiscaux d'entrée et de sortie
 - 1°) — Liste des droits et taxes dont la fixité est garantie
 - 2°) — Prolongement des exonérations
- B — Impôts directs
 - Listés des impôts et taxes dont la fixité est garantie
- C — Droits d'enregistrement et timbre.

ANNEXE AU CODE DES INVESTISSEMENTS**TABLEAU DES AVANTAGES FISCAUX****I^{re} PARTIE****REGIME DE DROIT COMMUN****A — Des droits et taxes fiscaux d'entrée et de sortie****1) Importation****Droit fiscal d'entrée et Taxe Forfaitaire Représentative de la Taxe de Transaction.**

Exemption pour les matériels d'équipement destinés aux entreprises de caractère industriel, minier, agricole et artisanal. La liste de ce matériel sera fixée par décret.

-Le matériel ainsi exonéré doit être employé soit à l'installation d'une industrie naissante, soit comme complément d'équipement ou de modernisation d'une industrie déjà existante.

Les pièces détachées de machines et appareils seront exclues du régime de faveur lorsqu'elles seront importées isolément. Par contre, elles bénéficieront de la franchise lorsqu'elles accompagneront l'importation d'un appareil complet et lorsque leur importance réduite ne laissera aucun doute sur le caractère de pièces de rechange normales et indispensables à l'utilisation rationnelle de ces matériels.

Toutes cessions ou reventes des matériels exonérés même usagés doivent être autorisées par la Direction des Douanes et donneront lieu au paiement des droits correspondant à la valeur des reventes.

Les produits finis, fabriqués au Togo et figurant sur une liste fixée par décret sont exonérés de la TFRIT.

Pour les exonérations de droits de sortie, il faut se référer au tarif officiel des douanes.

B — Impôts directs.

Énumération des avantages prévus par la réglementation fiscale de droit commun à l'égard des investissements.

1°) Possibilité d'amortissements accélérés.**Annexe II au code des impôts directs.**

Pourront toutefois faire l'objet d'un amortissement accéléré les matériels et outillages neufs remplissant à la fois la triple condition :

a) d'avoir été acquis ou construits par les entreprises postérieurement au 31 décembre 1953;

b) d'être utilisés exclusivement pour les opérations industrielles de fabrication, de manutention, de transport ou d'exploitation agricole ou minière ;

c) d'être normalement utilisables pendant plus de cinq ans.

Pour ces matériels et outillages le montant de la première annuité d'amortissement, calculé d'après leur durée d'utilisation normale pourra être doublé, cette durée étant alors réduite d'une année.

2°) *Possibilité de report des déficits*

Article 11 du code des impôts directs

«Le déficit d'un exercice est considéré comme une charge des exercices suivants jusqu'au troisième inclusivement».

3°) *Exonération de certaines plus-values*

Article 6 et annexe IV du code des impôts directs

«Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article précédent, les plus-values provenant de la cession en cours d'exploitation, d'éléments de l'actif immobilisé ne sont pas comprises dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été réalisées si dans la déclaration des résultats dudit exercice, le contribuable prend l'engagement de réinvestir en immobilisations dans ses entreprises au Togo, avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la clôture de l'exercice, une somme égale au montant de ces plus-values ajoutées aux prix de revient des éléments cédés.

Si le réemploi est effectué dans le délai prévu ci-dessus, les plus-values distraites du bénéfice imposable viennent en déduction du prix de revient des nouvelles immobilisations, soit pour le calcul des amortissements s'il s'agit d'éléments d'actif amortissables, soit pour le calcul des plus-values réalisées ultérieurement. Dans le cas contraire, elles sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel a expiré le délai ci-dessus.

Toutefois, si le contribuable vient à cesser sa profession ou à céder son entreprise au cours du délai ci-dessus, les plus-values à réinvestir seront immédiatement taxées dans les conditions prévues au cours de la cession ou cessation».

4°) *Réduction d'impôts en faveur de certains investissements*

Annexe I au Code des Impôts Directs (remplaçant l'ancien article 49 de la Réglementation).

Article premier. — Les contribuables particuliers ou sociétés définis aux articles 1, 2 et 28 du Code (personnes imposables aux B.I.C. et aux B.N.C.) qui investiront au Togo dans les conditions définies ci-après pourront bénéficier d'une réduction de la base d'imposition des impôts cédulaires faisant l'objet du chapitre I du Code.

Art. 2. — Donneront lieu à la réduction, les investissements effectués sous l'une des formes suivantes :

- 1° — constructions, amélioration ou extension d'immeubles bâtis;
- 2° — création ou développement d'établissements ou d'installations industrielles; minières; agricoles ou forestières, y compris le matériel de mécanisation et de transport routier, fluvial, aérien, maritime, portuaire, de manutention et de travaux publics, à l'exclusion toutefois, des véhicules, avions et bateaux de plaisance;

3° — acquisition de terrains à bâtir, destinés aux constructions prévues ci-dessus ou de terrain précédemment en friche, à condition que les constructions soient édifiées ou la mise en valeur entièrement réalisée dans les trois années suivant celle de l'acquisition.

4° — souscription d'actions ou d'obligations émises :

- a) — par les sociétés immobilières d'économie mixte et les offices publics d'habitations économiques installées au Togo;
- b) — par les sociétés de capitaux qui investiront dans les conditions ci-dessus. Dans ce dernier cas, les réductions d'impôts prévues à l'article 5 pourront être appliquées aux bénéficiaires du contribuable souscripteur au lieu et place des sociétés qui auront effectivement procédé aux investissements.

Art. 3. — L'achat de matériel ou d'outillage usagé existant déjà au Togo ne donnera pas droit aux réductions d'impôt.

Le montant de l'investissement ne pourra être inférieur à 500.000 francs.

L'investissement devra être terminé dans un délai de trois ans, à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle aura été présenté le programme prévu à l'article 4.

Art. 4. — Les investissements envisagés sous la forme prévue aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 2, devront faire l'objet d'un programme fournissant toutes précisions indispensables sur la nature, l'importance et le prix de revient des dépenses prévues.

Dans l'un ou l'autre cas, le programme accompagné de toutes les justifications nécessaires, sera adressé, sous pli recommandé, au Directeur du Service des Contributions.

La décision d'admission ou de rejet, total ou partiel, que prendra ce fonctionnaire sera susceptible de recours auprès du ministre des finances. La décision du ministre est sans appel. Elle est notifiée au contribuable sous pli recommandé.

A défaut de notifications de rejet total ou partiel dans les trois mois qui suivront la réception par le Directeur du Service des Contributions du programme présenté, celui-ci sera considéré comme admis en totalité.

Art. 5. — A la demande des contribuables intéressés, une réduction d'un montant maximum égal aux 3/4 des sommes réellement payées pourra être imputée, dans la limite de 50% des bénéfices, sur les résultats des exercices de la période de 5 années commençant par l'exercice au cours duquel aura été déposé le programme d'investissement approuvé.

Si, en raison de la deuxième limitation, il subsiste un reliquat non déductible des bénéfices d'un exercice, ce reliquat pourra être reporté sur le ou les exercices de la période de 5 ans restant à courir, sans que la déduction totale annuelle puisse jamais excéder 50% des bénéfices de l'exercice ou des exercices de report.

Art. 6. — Si, au cours de l'exécution du programme prévu à l'article 4, le contribuable envisage l'extension de l'investissement primitivement prévu et admis, il pourra présenter un nouveau programme afférent à une deuxième tranche d'investissement.

En ce qui concerne l'application des déductions et les délais d'exécution, les divers programmes admis seront considérés isolément sans toutefois que le total des déductions consécutives aux paiements effectués pendant un exercice ou une année déterminée et aux reliquats éventuellement reportables dans les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article 5, puisse excéder 50% du montant des bénéfices nets taxables correspondants.

Art. 7. — Seules les entreprises qui tiennent une comptabilité régulière et complète, susceptible de faire foi devant la juridiction contentieuse, pourront se prévaloir des présentes dispositions.

Elles devront joindre à leurs déclarations annuelles toutes justifications utiles du montant des paiements effectués pendant l'exercice ou année correspondante, au titre des investissements admis.

5^o) Exonération de la contribution des patentes des concessionnaires de mines

Article 118, parag. 8^o du Code des Impôts Directs. Sont exemptés de la patente, les concessionnaires des minés pour le seul fait de l'extraction et la vente des matières par eux extraites; l'exception ne pourrait, en aucun cas être étendue à la transformation des matières extraites;

C — Enregistrement — Timbre et Domaines

Toute entreprise satisfaisant aux conditions stipulées par le Code de l'Enregistrement — timbre et Domaines bénéficie des dispositions contenues dans ledit Code au chapitre XIII, paragraphes 2-bis et 4 en ce qu'elles concernent les sociétés et entreprises.

II^e PARTIE

REGIME DES ENTREPRISES PRIORITAIRES

A — Droits et Taxes fiscaux d'entrée et de sortie

1^o) — IMPORTATION

a) Toutes les entreprises agréées comme prioritaires bénéficient d'une exemption pendant 10 ans du droit fiscal d'entrée et de TFRTT pour les produits, matériaux, matériels et marchandises diverses dont la liste est fixée par décret.

b) Les pièces détachées spécifiquement reconnaissables comme appartenant à une machine ou un appareil déterminé ou à plusieurs machines relevant d'une même position suivent le régime de cette machine ou de ces machines et sont admises en exonération des mêmes droits.

c) Les matériels et fournitures admis en exonération ne peuvent être cédés ou prêtés à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir acquitté les droits et taxes au tarif de droit commun en vigueur et à la valeur commerciale de ces matériels au moment de la cession ou du prêt.

d) En cas de litige entre le Service des Douanes et l'Entreprise sur la classification douanière et tarifaire d'un matériel susceptible de la faire entrer ou non dans le cadre des exonérations possibles au présent titre, la contestation sera réglée par une Commission présidée par le ministre des finances ou son délégué et comprenant le chef du Service des Douanes et un fonctionnaire choisi par le ministre du commerce et de l'industrie en raison de sa compétence technique touchant à la nature ou à défaut l'emploi du matériel litigieux.

e) Exonérations de taxes pour les matières premières ou produits bruts ne se trouvant pas au Togo.

2^o) — EXPORTATION

Réduction maximum de 50% du droit fiscal et de la TFRTT éventuellement dus sur les produits fabriqués exportés durant une période de 10 ans.

B — Impôts Directs

Avantages fiscaux accordés aux entreprises agréées comme prioritaires.

1^o) Exonération temporaire des B.I.C. — article 3 — parag. (B) du Code des Impôts Directs.

— Les bénéfices des entreprises nouvelles agréées comme prioritaires sont affranchis de l'impôt sur les bénéfices Industriels et Commerciaux jusqu'à la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année suivant celle de la mise en marche effective.

— Les entreprises entièrement réinstallées à la suite d'expropriation sont assimilées à des entreprises nouvelles.

2^o) Exonération temporaire de patentes — article 118 — paragraphe 18^o du Code des Impôts Directs.

— Les entreprises nouvelles agréées comme prioritaires sont exonérées de la contribution des patentes pendant l'année de mise en marche et les cinq années suivantes.

C — Droits d'Enregistrement, Timbre et Domaines

Outre les avantages fiscaux de droit commun ci-dessus indiqués, le code de l'Enregistrement — Timbre et Domaines est modifié comme suit en faveur des entreprises prioritaires :

— Le tarif des droits d'enregistrement des actes de formation, d'augmentation de capital, de prorogation ou de fusion de sociétés de l'article 242 est réduit de cinquante pour cent (50%) en faveur des entreprises prioritaires.

— Les droits ainsi liquidés lorsqu'ils excèdent trois millions de francs (3.000.000) peuvent être versés par paiements fractionnés échelonnés sur trois ans à partir de la date d'exigibilité, dans le mois qui comment chaque période annuelle.

— En ce qui concerne les redevances domaniales, à condition que les entreprises bénéficiaires observent les dispositions en vigueur pour la protection des eaux, il ne sera pas perçu de taxe sur la prise et la remise d'eau des rivières et du sol et dans les rivières et dans le sol.

III^e PARTIEENTREPRISES PRIORITAIRES AGREEES AU
REGIME FISCAL DE LONGUE DUREE

A — Droits et taxes fiscaux d'entrée et de sortie

1^o Liste des droits et taxes dont la fixité est garantie aux entreprises agréées au régime fiscal de longue durée.

- Droit fiscal d'entrée
- Droit fiscal de sortie
- Taxe forfaitaire représentative des taxes sur les transactions à l'importation
- Taxe forfaitaire représentative des taxes sur les transactions à l'exportation
- Taxe de statistique.

2^o La durée des exonérations prévues pour les entreprises prioritaires pendant 10 ans est prolongée à l'égard des entreprises agréées au régime fiscal de longue durée pour toute la durée de l'agrément.

B — Impôts et taxes intérieurs.

Liste des impôts et taxes dont la fixité est garantie aux entreprises agréées au régime fiscal de longue durée.

- Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux
- Versement forfaitaire sur les salaires
- Contributions des patentes
- Taxes sur les transactions
- Contributions des licences.

C — Droits d'enregistrement

Il est accordé aux entreprises agréées au régime fiscal de longue durée, la fixité des taux des droits prévus par le code de l'enregistrement pendant la durée de l'agrément.

LOI N° 65-27 du 22-12-65 complétant l'article 40 de la loi du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — L'article 40 de la loi du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit, est ainsi complété :

« Pour le bon accomplissement de cette mission, la banque centrale pourra procéder à toute vérification et tout contrôle sur pièces et sur place des opérations et

compte des banques et établissements de crédit lui permettant de s'assurer du respect par eux des dispositions de la présente loi et des décisions générales ou particulières prises pour leur application ».

Article 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965.

N. Grunitzky

LOI N° 65-28 du 22-12-65 relative à l'avancement des personnels de l'Etat pendant la période d'exécution du premier plan de développement.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Par dérogation à toutes dispositions statutaires, notamment à la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, et pendant une période fixée par décret mais qui ne pourra, en aucun cas, excéder celle de l'exécution du plan de développement, les règles relatives à l'avancement, prévues par la présente loi, s'appliqueront à tous fonctionnaires, magistrats, militaires, agents permanents et contractuels, agents des établissements publics et para-administratifs et d'une manière générale à toutes personnes qui, à quelque titre que ce soit, perçoivent une rémunération imputable au budget de l'Etat ou des établissements publics.

Art. 2 — Pendant la période visée à l'article 1^{er}, l'avancement de grade ou d'échelon sera sans effet sur le traitement ou la solde. Les personnels visés à l'article 1^{er} qui bénéficieront d'un avancement de grade ou d'échelon continueront à percevoir la rémunération afférente à l'indice acquis au 31 décembre 1965.

Toutefois, la pension des fonctionnaires admis pendant cette période à faire valoir leurs droits à une retraite sera calculée sur le traitement de base attaché à l'indice de solde correspondant au grade réel des intéressés, acquis depuis six mois au moins avant la date d'admission à la retraite.

Art. 3 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965.

N. Grunitzky

LOI N° 65-29 du 22-12-65 relative aux élections partielles.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — En cas de vacance par décès ou démission, il sera procédé, dans un délai de trois mois à des élections partielles dans les circonscriptions intéressées.

Il n'est pas pourvu aux vacances survenues dans les six mois qui précèdent le renouvellement de l'Assemblée nationale.

Art. 2 — Pour l'application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, le rattachement de facto des membres de l'Assemblée nationale aux circonscriptions administratives sera effectué conformément à l'annexe de la présente loi.

Art. 3 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965

N. Grunitzky

ANNEXE

LISTE DES DEPUTES PAR CIRCONSCRIPTION ELECTORALE

Akposso

MM. Ihou Michel UDPT
Kasségné Clément UT
Tchakpana François JUVENTO

Anécho

MM. Agboh T. Augustin UT
Amedégnato Richard MPT
Aquereburu Samuel MPT
Domlan Charles MPT
Edeh Kokou Robert UT
Kouessan Grégoire JUVENTO
Lawson Félix UDPT
Gbédey Emmanuel MPT

Atakpamé

MM. Atakpamey Victor UDPT
Banka Théophile JUVENTO
Tatra Louis UT

Bafilo

M. El Hadj Safiou MPT

Bassari

MM. Monsila Pierre JUVENTO
Nakpane Bernard UDPT
Napo Badji JUVENTO

Dapango

MM. Kankpé Kombaté Adamou MPT
Lambony Barthélémy JUVENTO
Matéyendou Sambiani UDPT
Nam-Tchougli Pierre UT
Youma Mogoré UT

Kandé

M. English Atoutan Prosper, décédé le 13-7-64 : UT

Klouto

MM. Assimpah Jean UT
Gagli Emmanuel JUVENTO
Go-Marou Elje JUVENTO
Komlan-Kouma Lucien UT

Lama-Kara

MM. Adabi Anadé Akpo MPT
Agnékéthom Gabriel MPT
Baka Michel UT
Batchassi François JUVENTO
Kpatcha Albert UDPT
Méatchi Ibrahim Emile MPT
Ndjélé Germain UT

Lomé

MM. Abalo Firmin JUVENTO
Ajavon Robert UDPT
Akué-Adoté François MPT
Atayi Salomon MPT
Dotsey Cosme JUVENTO
Tétékpoé Léopold UT

Mango

MM. Diapré Yao UT
Nadio Assakoua UDPT

Niamtougou

M. Koumassi Awaté UDPT

Nuatja

M. Toyisson Grégoire MPT

Pagouda

M. Aquitème Téléqui UDPT

Sokodé

MM. Abété Akla Michel UDPT
Agoroh Idrissou UDPT
Idrissou Mama MPT
Touré Idrissou JUVENTO

Tabligbo

MM. Ayassou Michel UDPT
Samboé Honoré JUVENTO

Tsévié

MM. Aziglossou Joseph JUVENTO
Fiawoo Emmanuel UDPT
Mensah Sowu Jean MPT
Passah Seth UT

LOI No 65-30 du 22-12-65 portant abrogation de la loi du 5 juin 1959 créant les sociétés publiques d'action rurale et portant création des sociétés régionales d'aménagement et de développement.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — La loi du 5 juin 1959 créant les sociétés publiques d'action rurale est abrogée. En conséquence lesdites sociétés seront dissoutes ainsi que leur fédération au fur et à mesure de la mise en place des sociétés régionales d'aménagement et de développement prévues par la loi no 65-17 du 21 juillet 1965 portant

approbation du plan quinquennal de développement économique et social 1966-1970.

Art. 2 — Les statuts des sociétés régionales d'aménagement et de développement et les modalités de liquidation des sociétés publiques d'action rurale et de leur fédération seront déterminés par décrets.

Art. 3 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965

N. Grunitzky

LOI N° 65-31 du 22-12-65 autorisant la République togolaise à donner son aval à un prêt spécial de 450.000 francs français (contre valeur 22 millions cinq cent mille francs cfa) de la caisse centrale de coopération économique au crédit du Togo pour adduction d'eau de la ville d'Anécho.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — La République togolaise accorde son aval à un prêt spécial de 450.000 francs français soit vingt deux millions cinq cent mille francs cfa (22.500.000) que la caisse centrale de coopération économique a accordé au crédit du Togo pour le financement de l'adduction d'eau de la ville d'Anécho.

Art. 2 — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 22 décembre 1965

N. Grunitzky

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 65-184 du 17 décembre 1965 portant nomination des assesseurs près les tribunaux coutumiers de première instance pour l'année 1966.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-117 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, notamment son article 41 ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 sus-visée ;

Vu le décret n° 62-36 du 21 février 1962 portant création des tribunaux coutumiers de première instance ;

Vu le décret n° 63-75 du 4 juillet 1963 portant création des tribunaux coutumiers de première instance et modifiant le décret n° 62-36 du 21 février 1962 précité ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

D E C R E T E :

Article premier. — Sont nommés assesseurs près les tribunaux coutumiers de première instance pour l'année 1966 :

Tribunal coutumier de première instance de Lomé

- 1 — Awounor Gliga, notable demeurant à Aflao — coutume éwé
- 2 — Kitégui Georges, notable demeurant à Lomé — coutume éwé
- 3 — Aklassou Joseph, notable demeurant à Bè — coutume éwé
- 4 — Avuletey K. François, demeurant à Lomé — coutume éwé
- 5 — Komigan Bédjra, notable demeurant à Sanguéra — coutume éwé
- 6 — Gnamakou Justin, notable demeurant à Lomé — coutume éwé
- 7 — Mama Zadjina, infirmier demeurant à Lomé — coutume cotocoli
- 8 — Boukari Ali, notable demeurant à Lomé — coutume cotocoli
- 9 — Idrissou Yérima, service du matériel et transit administratif — coutume cotocoli
- 10 — Arouna Mama, service d'hygiène à Lomé — coutume tchokossi
- 11 — Bawa Alfa, notable demeurant à Lomé — coutume tchokossi
- 12 — Edoh Emmanuel, 21 Rue, Curje à Lomé — coutume mina
- 13 — Sitti Mawoubédzro, notable demeurant à Lomé — coutume mina
- 14 — Ama Watam, fonctionnaire demeurant à Lomé — coutume cabraïse
- 15 — Atikpe Awati, notable demeurant à Lomé — coutume cabraïse
- 16 — Douhi Mogbati Pierre, surveillant des travaux publics — coutume moba
- 17 — Karjango Mintri, en service à la Voirie à Lomé — coutume moba
- 18 — Agbagla Jean, notable demeurant à Lomé — coutume peda
- 19 — Bakouma Vincent, en service à la caisse de comp. des P.F. Lomé — coutume losso
- 20 — Aboukou Kouami, notable demeurant à Lomé — coutume haoussa
- 21 — Sant'Anna Wabi, ouvrier retraité demeurant à Lomé — coutume yorouba
- 22 — Doufodji Renault, fonctionnaire des travaux publics à Lomé — coutume fon
- 23 — Facla Dama Gabriel, mécanicien demeurant à Lomé — coutume fon
- 24 — Afegbedzi Joël, photographe s/c de M. le maire de la ville de Lomé — coutume akposso

Tribunal coutumier de première instance de Tsévié

- 1 — Azjagnon Nopégnon, cultivateur demeurant à Davié — coutume éwé
- 2 — Dougba Andréas, cultivateur demeurant à Agbatopé — coutume éwé
- 3 — Agna Stéphan, chef du village de Adangbé — coutume éwé
- 4 — Anani Woménon, cultivateur demeurant à Tsévié — coutume éwé
- 5 — Akakpo Agbodjalou, cultivateur demeurant à Dalavé — coutume éwé
- 6 — Abbey Emmanuel, cultivateur demeurant à Tsévié — coutume éwé

- 7 — Adouakonou Bruno, commerçant demeurant à Noépé — coutume éwé
- 8 — Seklé Joseph, cultivateur demeurant à Tsévié — coutume éwé
- 9 — Adjéoda Fétché Michel, chef du canton de Gapé — coutume éwé
- 10 — Tossouvi Koutonou, chef de quartier Adangbé — coutume éwé
- 11 — Akouete Joseph, instituteur demeurant à Tsévié — coutume mina
- 12 — Kpadonou Blaise, menuisier demeurant à Tsévié — coutume mina
- 13 — Attisogbe Anani, cultivateur demeurant à Tsévié — coutume ahoulan
- 14 — Aziakpo Martin, cultivateur demeurant à Tsévié — ahoulan
- 15 — Kalipé Emmanuel, commerçant demeurant à Assahoun — coutume ahoulan
- 16 — Assalé Komlan, cultivateur demeurant à Assahoun — coutume cabraïse
- 17 — Adjivon Philippe, fonctionnaire retraité demeurant à Tsévié — coutume fon
- 18 — Amedesse Koffi, maçon demeurant à Tsévié — coutume fon
- 19 — Adjayi Tafa, commerçant demeurant à Assahoun — coutume nago
- 20 — Bada Mossés, tailleur demeurant à Tsévié — coutume nago
- 21 — Adélé Wodjoalabi, revendeur demeurant à Tsévié — coutume nago
- 22 — Oumourou Garba, revendeur demeurant à Tsévié — coutume haoussa
- 23 — Mahama Alpha, demeurant à Tsévié — coutume haoussa
- 24 — Amadou Garba, boucher demeurant à Tsévié — coutume haoussa

Tribunal coutumier de première instance d'Anécho

- 1 — Agbossou Mondé Michel, chef du village de Akoumapé — coutume ouatchi
- 2 — Hounkpati Guénoukpati, chef du village de Momé-Hounkpati — coutume ouatchi
- 3 — Agbehouzo Abotchi, chef du village de Amégnran — coutume ouatchi
- 4 — Akakpo Domali Akouété, chef du village de Vokoutimé — coutume ouatchi
- 5 — Anato Tonou, chef du village de Zooti — coutume ouatchi
- 6 — Adandohoue Jean, chef du village de Akoumapé — coutume ouatchi
- 7 — Hounou Ayité, chef du village de Agbétiko — coutume ouatchi
- 8 — Tengue Sogbo, chef du village de Sévagan — coutume ouatchi
- 9 — Ete Sylvain, fonctionnaire retraité demeurant à Anécho — coutume mina
- 10 — Adokou Foligan, propriétaire demeurant à Porto-Séguro — coutume mina
- 11 — Kpodar Hermann Joseph, commerçant demeurant à Glidji-Kpodji — coutume mina
- 12 — Sanvec Jacob, planteur demeurant à Anécho — coutume mina
- 13 — Gbadoé Ayanou, chef du village d'Aklakougan — coutume mina
- 14 — Ayi Antoine, chef du village de Séko — coutume mina
- 15 — Djahlin Agbénido Francis, chef du village de Ekpui — coutume mina

- 16 — Teko Nicolas Afétovi II, chef du village d'Anfoin — coutume mina
- 17 — Hounouvi Emmanuel, transporteur demeurant à Anécho — coutume péda
- 18 — Hounsiagama Hessou Théodore, notable demeurant à Glidji — coutume péda
- 19 — Dosseh Augustin, chef du village de Kéta-Akoda — coutume ahoulan
- 20 — Tidjani Alao, commerçant demeurant à Zongo — coutume nago
- 21 — Akoussan Zinsou Frédéric, chef du village d'Aklakou — coutume fon
- 22 — Ayigbède Ogoubéyi, notable demeurant à Anécho — coutume fon
- 23 — Abassa Yacoubou, agent d'agriculture à Agome-Glozou — coutume cotocoli
- 24 — Alhadji Mama, commerçant à Zongo — coutume haoussa

Tribunal coutumier de première instance de Tabligbo

- 1 — Aba Pierre, notable demeurant à Kouvé — coutume ouatchi
- 2 — Ségnramédo Hometovou, notable demeurant à Tchékpo-Dévé — coutume ouatchi
- 3 — Agboé Tèvon, notable demeurant à Tabligbo — coutume ouatchi
- 4 — Dodo Kodjo, chef du village de Essè-Zogbédji — coutume ouatchi
- 5 — Kpankou Léonard, propriétaire demeurant à Tokpli — coutume ouatchi
- 6 — Koudokpo Noukou, notable, demeurant à Ahépé-Assiko — coutume ouatchi
- 7 — Ekon André, cultivateur demeurant à Gboto-Vodougbe — coutume ouatchi
- 8 — Daka Bocco, propriétaire demeurant à Ahépé-Apédomé — coutume ouatchi
- 9 — Adaba Alphonse, cultivateur demeurant à Gboto-Vodougbe — coutume ouatchi
- 10 — Sablassou Alfred, chef du village de Zafi — coutume ouatchi
- 11 — Assignon Adogli, notable demeurant à Ahépé-Apédomé — coutume ouatchi
- 12 — Viagbo Joseph, cultivateur demeurant à Tabligbo — coutume ouatchi
- 13 — Bosseh Mathias, cultivateur demeurant à Sikpé-Afidégnon — coutume ouatchi
- 14 — Dansou Hota, notable demeurant à Sikakondji — coutume ouatchi
- 15 — Ségbénou Kontévi, notable demeurant à Kinikondji — coutume ouatchi
- 16 — Koumako Albert, cultivateur demeurant à Tabligbo — coutume ouatchi
- 17 — Wossekou Emmanuel, cultivateur demeurant à Ahépé-Apédomé — coutume ouatchi
- 18 — Etche Kowui, cultivateur demeurant à Gboto — coutume ouatchi
- 19 — Dokonon Paul, cultivateur demeurant à Essé-Ana — coutume ouatchi
- 20 — Sébédé Raphaël, cultivateur demeurant à Sikakondji — coutume ouatchi
- 21 — Egbémébiar André, cultivateur demeurant à Momé-Kini — coutume ouatchi
- 22 — Kansi Sonou, cultivateur demeurant à Sikpé-Afidégnon — coutume éhoué
- 23 — Motcho Afidégnon, chef du village de Sikpé-Afidégnon — coutume éhoué
- 24 — Moussa Garba, notable demeurant à Tabligbo — coutume haoussa.

Tribunal coutumier de première instance de Kloutô

- 1 — Codjie Stéphan, planteur demeurant à Palimé — coutume éwé
- 2 — Panjah Egou Emile, notable demeurant à Agou-Tomégbé — coutume éwé
- 3 — Gbago III Thomas, chef du village de Yokélé — coutume éwé
- 4 — Adjaho Emmanuel, chef du canton de Kpélé Goudévé — coutume éwé
- 5 — Tafamé Koffi Jonathan, planteur demeurant à Dayes-Apéyéme — coutume éwé
- 6 — Vovor Emmanuel, notable demeurant à Palimé — coutume éwé
- 7 — Laklé Seth, chef du village de Woamé — coutume éwé
- 8 — Alifotsé Koffi Kouma Gerson, planteur à Agou-Nyogbo — coutume éwé
- 9 — Apétor Emile, notable demeurant à Palimé — coutume éwé
- 10 — Gidigidi Kokuvi, notable demeurant à Palimé — coutume éwé
- 11 — Kissi Bocko, planteur demeurant à Dayes-Dzobégan — coutume éwé
- 12 — Hini Gbédzé, chef du canton de Dayes-Kakpa — coutume éwé
- 13 — Agbozo Akakpovi, planteur demeurant à Palimé — coutume mina
- 14 — Ekoué Stéphan, fonctionnaire retraité demeurant à Palimé — coutume mina
- 15 — Seddoh André, planteur à Palimé — coutume ahoulan
- 16 — Abotchî Laurence, bijoutier demeurant à Palimé — coutume ahoulan
- 17 — Salifou Habibou, cultivateur demeurant à Palimé — coutume nago
- 18 — Abdoulaye Djibril, cultivateur demeurant à Palimé — coutume nago
- 19 — Saman Gnando, cultivateur demeurant à Palimé — coutume cabraise
- 20 — Idrissou Fousséni, manoeuvre demeurant à Palimé — coutume cotocoli
- 21 — El Hadji Djibo Maïga, propriétaire demeurant à Palimé — coutume german
- 22 — Abdou Panga Yacoba, chauffeur demeurant à Palimé — coutume german
- 23 — Mama Agomado, demeurant à Palimé — coutume haoussa
- 24 — Gariba Adam Alla, demeurant à Palimé — coutume haoussa.

Tribunal coutumier de première instance de Nuatja

- 1 — Dokpo Gaba, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 2 — Avokoe Amouzou, chef du village de Kpégnon-Adja — coutume adja
- 3 — Dotto Doh Nicolas, chef de quartier à Nuatja — coutume adja
- 4 — Kodjotse Franck, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 5 — Segla Marcellin, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 6 — Soetche Latévi, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 7 — Adjaito Tchao, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 8 — Tameklo Amoudji, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 9 — Koffi Dagbladé, notable demeurant à Nuatja — coutume éwé.

- 10 — Djadoo Aloyisius, notable demeurant à Nuatja — coutume éwé
- 11 — Ajavon René, fonctionnaire retraité demeurant à Nuatja — coutume mina
- 12 — Kerim Morou, notable demeurant à Nuatja — coutume haoussa
- 13 — Boukari Sèkoou, notable demeurant à Chra — coutume haoussa
- 14 — El Hadj Oumar, notable demeurant à Nuatja — coutume haoussa
- 16 — Yetor Agossou, notable demeurant à Kpéklémé — coutume éhoué
- 16 — Dansou Kogbédji, chef du village de Kpové — coutume éhoué
- 17 — Wana Agbénossi, chef du village de Détokpo — coutume éhoué
- 18 — Tossouhoun Kodédjro, chef du village de Takoukopé — coutume éhoué
- 19 — Houetognon Badjogou, notable demeurant à Tsagba — coutume éhoué
- 20 — Vissoh Emmanuel, commerçant demeurant à Nuatja — coutume fon
- 21 — Deglo Michel, commerçant demeurant à Toghoun — coutume fon
- 22 — Papaly Eglou, chef du village de Chra — coutume cabraise
- 23 — Tchelim Tabou, notable demeurant à Nuatja — coutume cabraise
- 24 — Eledjigbo Afolabi, notable demeurant à Nuatja — coutume nago

Tribunal coutumier de première instance d'Atakpamé

- 1 — Chakpla Christophe, fonctionnaire retraité — coutume ana
- 2 — Kouassi Norbert, commerçant demeurant à Atakpamé — coutume ana-male
- 3 — Fon Kédjagni, notable demeurant à Atakpamé — coutume ana-woudou
- 4 — Ekué Héttah Hubert, commerçant demeurant à Atakpamé — coutume mina
- 5 — Nassi Djévon, chef du groupement fon — coutume fon
- 6 — Koffi Pihoun Daniel, employé de pharmacie — coutume adja-éhoué
- 7 — Komlan Samuel, coiffeur demeurant à Atakpamé — coutume cabraise
- 8 — Sohjim Adam, chef cotocoli demeurant à Atakpamé — coutume cotocoli
- 9 — Agboto Kasségné, sous-chef du canton de Kpessi — coutume kpessi
- 10 — Konto Djinsa, chef du canton de Yégué — coutume adélé
- 11 — Hounkpati Joseph, chef du village de Blitta-village — coutume anjangan
- 12 — Dramane Aoudou Babayigbé, notable à Atakpamé — coutume haoussa
- 13 — Vovor Pius, transporteur demeurant à Atakpamé — coutume éwé
- 14 — Alipui Gabriel, notable demeurant à Atakpamé — coutume ahoulan
- 15 — Soumaila Séyidou, commerçant demeurant à Atakpamé — coutume german
- 16 — Ali Issola, chef du groupement nago — coutume nago
- 17 — Kassaloue Gilbert, commerçant demeurant à Gléi — coutume losso

Tribunal coutumier de première instance d'Akposso

- 1 — Hounkpati Jean, planteur demeurant à Avédjé — coutume akposso
- 2 — Dabida Eugène, planteur demeurant à Otadi — coutume akposso
- 3 — Dankwa Charles, planteur demeurant à Badou — coutume akposso
- 4 — Zoumavo Mathias, planteur demeurant à Avédjé — coutume akposso
- 5 — Aholo Fritz, planteur demeurant à Amou-Oblo — coutume akposso
- 6 — Amenoudji Afono, planteur demeurant à Gamé — coutume akposso
- 7 — Mottey Ogbonè, planteur demeurant à Akossicopé — coutume akposso
- 8 — Eklou Obimpè, planteur demeurant à Gbohounghlou — coutume akposso
- 9 — Kasségné, planteur demeurant à Doufio — coutume akposso
- 10 — Madahoula Essékodjo, planteur demeurant à Okama — coutume akposso
- 11 — Semenou Etienne Mahouna, planteur demeurant à Otohoun — coutume akposso
- 12 — Douamegnon Tchalla, planteur demeurant à Témédja — coutume akposso
- 13 — Koungblenou Tchalla, planteur demeurant à Otadi — coutume akposso
- 14 — Dónkovi Noagbé, planteur demeurant Kpété-Maflo — coutume akposso
- 15 — Messoukpa Siefried, planteur demeurant à Amou-Oblo — coutume akposso
- 16 — Gbadegbe Hermann, planteur demeurant à Agadji — coutume akposso
- 17 — Zolodjin William, planteur demeurant à Sodo — coutume akposso
- 18 — Folli Komlan, planteur demeurant à Kpété-Béna — coutume akposso
- 19 — Essor, planteur demeurant à Patatoukou — coutume cabraise
- 20 — Toro, planteur demeurant à Patatoukou — coutume cabraise
- 21 — Yakpo Komlan, planteur demeurant à Bronfou — coutume akébou
- 22 — Essé Djanta, planteur demeurant à Hohoé — coutume akébou

Tribunal coutumier de première instance de Sokodé

- 1 — El-Hadj Mama, notable demeurant à Sokodé — coutume haoussa
- 2 — Adjedjouma Aboudoulaye, commerçant demeurant à Sokodé — coutume nago
- 3 — Gaba Maurice, commerçant demeurant à Sokodé — coutume mina
- 4 — Djobo Alassani, cultivateur demeurant à Tchawada — coutume cotocoli
- 5 — El-Hadj Tchakala Morou, cultivateur demeurant à Sokodé — coutume cotocoli
- 6 — Ati Bawa, cultivateur demeurant à Katambara — coutume cotocoli
- 7 — Ouro Akondo Samari, cultivateur demeurant à Kéméni — coutume cotocoli
- 8 — Ouro Gnao Kpégouni, cultivateur demeurant à Kéméni — coutume cotocoli
- 9 — Boukari Molla, cultivateur demeurant à Paratao — coutume cotocoli
- 10 — Adam Adom, cultivateur demeurant à Tabalo — coutume cotocoli
- 11 — Tchabaguina Samari, cultivateur demeurant à Tabalo — coutume cotocoli

- 12 — Djaba Lamboni, cuisinier demeurant à Tchawada — coutume moba
- 13 — Troume Séyi, cuisinier demeurant à Tchawada — coutume bassari
- 14 — Yacoubou Moussa, cultivateur demeurant à Cambolé — coutume ana
- 15 — Wolou Issifou, cultivateur demeurant à Cambolé — coutume ana
- 16 — Agbangban Gibril Alassani, chef du canton de Koussountou — coutume bariba
- 17 — Abdoulaye Alassani, cultivateur demeurant à Koussountou — coutume bariba
- 18 — Abdoulaye Titikpina, chef du canton de Tchamba — coutume tchamba
- 19 — Ousmani Akarawaté, cultivateur demeurant à Tchamba — coutume tchamba
- 20 — Adam Boziro, cultivateur demeurant à Bouzalo — coutume lama
- 21 — Koriko Aloua, cultivateur demeurant à Bouzalo — coutume cabraise
- 22 — Akoundé N'Doli, cultivateur demeurant à Sotouboua — coutume cabraise
- 23 — Bitabi Adéwi, notable demeurant à Ayengré — coutume cabraise
- 24 — Tassiba Donga, cultivateur demeurant à Sagbadaï — coutume losso

Tribunal coutumier de première instance de Bafilo

- 1 — Ezzo Zakari Iratéi, cultivateur à Bafilo Tchou-Oro — coutume cotocoli
- 2 — Gneni Amidou, chef de quartier à Bafilo Agoudadé — coutume cotocoli
- 3 — Tchani Oumorou, imam de Gandé — coutume cotocoli
- 4 — Idrissou Gouni, notable demeurant à Bafilo Agoudadé — coutume cotocoli
- 5 — Tchagnaou Adam, ouvrier à la circonscription de Bafilo — coutume cotocoli
- 6 — Ouro-Koura Fousséni, chef du village de Tagbadé — coutume cotocoli
- 7 — Ouro-Djoko Amidou, chef du quartier Djobodé à Alédjo Kadara — coutume cotocoli
- 8 — Afoda Adam El Hadj, notable demeurant à Didaouré — coutume cotocoli
- 9 — Ayoubou Issa, notable demeurant à Didaouré — coutume cotocoli
- 10 — Abodji Tchakolow, chef quartier Kolowdè à Bafilo Tchou-Oro — coutume cotocoli
- 11 — Tchamien Iguéwè, cultivateur demeurant à Soudou — coutume cabraise
- 12 — Idrissou Anou, cultivateur demeurant à Soudou — coutume cabraise
- 13 — Adabi Songhai, cultivateur demeurant à Bouladé — coutume losso
- 14 — Oourogbéléo Mama, cultivateur demeurant à Koumondé — coutume loua
- 15 — Djandi Djodi, éleveur demeurant à Soudou — coutume peulh
- 16 — Byagni Agnakpo, cultivateur demeurant à Bafilo — coutume peulh.

Tribunal coutumier de première instance de Bassari

- 1 — Akpo Koudo, cultivateur demeurant à Nangbani — coutume bassari
- 2 — Koffi Douliga, cultivateur demeurant à Kabou — coutume bassari
- 3 — Gnofam Troume, ex-adjudant demeurant à Bassari — coutume bassari

- 4 — Ouro-Abouda Tchaboré, chef de village à Kadjampo-Kabou — coutume bassari
- 5 — Wassao Datché, chef de village à Bapuré — coutume komkomba
- 6 — Djéri Nagblidja, cultivateur à Guérin-Kouka — coutume komkomba
- 7 — Délabé Yandjé, chef de canton à Nawaré — coutume komkomba
- 8 — Toussamba, cultivateur demeurant à Koutière Mamon — coutume komkomba
- 9 — Arouna Ouro-Bagna, chef du village de Tchatchaminadé — coutume cotocoli
- 10 — Atchaka Alaza, cultivateur demeurant à Bigabo — coutume cotocoli
- 11 — Kpégouni, chef du village de Bigabo — coutume cotocoli
- 12 — Allassani Tchamba, revendeur demeurant à Bassari — coutume cotocoli
- 13 — Tchambako Ayé, notable demeurant à Binako — coutume losso
- 14 — Tiyan Akossi, cultivateur demeurant à Kama-Bassari — coutume losso
- 15 — Komna Abi, cultivateur demeurant à Tchotoukou — coutume losso
- 16 — Ouadja N'té, cultivateur demeurant à Noukoutour — coutume losso
- 17 — Titikpo Kpanté, chef du village de Akéyéta-Bassari — coutume cabraise
- 18 — Kédang Kadjina, chef de village à Ouakadé-Santé-Haut — coutume cabraise
- 19 — Hénou, chef du village de Léké-Léké — coutume cabraise
- 20 — Ali Santé, chef du village de Zongo-Bassari — coutume haoussa
- 21 — Maman Alimah, chef nago demeurant à Bassari — coutume nago
- 22 — El Hadj Mamah, cultivateur demeurant à Bassari — coutume nago
- 23 — Djeraro, cultivateur demeurant à Tchotoukou — coutume peulh
- 24 — Djato, cultivateur à Binadjoubé-Bitjabé — coutume peulh

Tribunal coutumier de première instance de Niamtougou

- 1 — Amézé Michel, ex-catéchiste demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 2 — Clobah Joseph, ex-catéchiste demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 3 — Madjéré Paul, infirmier vétérinaire à Niamtougou — coutume losso
- 4 — Kpatikana Daniel, instituteur demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 5 — Boudema Jacques, moniteur demeurant à Défalé — coutume losso
- 6 — Kolombja Pierre, infirmier demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 7 — Anai Christi, fonctionnaire demeurant à Léon — coutume losso
- 8 — Arfa Patrice, chef du village de Ténéga — coutume losso
- 9 — Koussagou Martin, maçon, demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 10 — Kpankpan Patrice, maçon demeurant à Yaya — coutume losso
- 11 — Akato Alexandre, forgeron-ajusteur à Niamtougou — coutume lamba
- 12 — Wassété Vitus, moniteur demeurant à Défalé — coutume lamba
- 13 — Djato Martin, secrétaire du chef canton de Kadjalla — coutume lamba

- 14 — Lombo K. Justin, fonctionnaire à Kadjalla — coutume lamba
- 15 — Issifou Bodé, commerçant à Niamtougou — coutume cotocoli
- 16 — Balouki Gilbert, instituteur demeurant à Niamtougou — coutume cabraise
- 17 — Akpéli Pierre, moniteur demeurant à Siou — coutume cabraise
- 18 — Assiongbon Simon, instituteur demeurant à Niamtougou — coutume mina
- 19 — Wilson David, commis d'administration à Niamtougou — coutume mina
- 20 — Laré Thomas, maçon demeurant à Niamtougou — coutume moba
- 21 — Douji Henri, moniteur demeurant à Défalé — coutume moba
- 22 — Brym Daniel, commis d'administration à Niamtougou — coutume nago

Tribunal coutumier de première instance de Pagouda

- 1 — Takpessou Bato, notable demeurant à Pagouda — coutume cabraise
- 2 — Tchala Kagniga, chef du village de Kassigni — coutume cabraise
- 3 — Bamaze Gnako, chef du village de Farendé — coutume cabraise
- 4 — Akara Todom, infirmier demeurant à Pagouda — coutume cabraise
- 5 — Tchassama Assima, préposé d'agriculture à Pagouda — coutume cabraise
- 6 — Prékadjom Aféiton, chef du canton de Pagouda — coutume cabraise
- 7 — Anate Bandéou, chef du canton de Kétao — coutume cabraise
- 8 — Djanta Passoki, chef du village de Somdé — coutume cabraise
- 9 — Djokoto Agoussi, ex-militaire demeurant à Siou-Kawa — coutume cabraise
- 10 — Ali Djato, ex-militaire demeurant à Konfess — coutume cabraise
- 11 — Keyewa Albert, ex-infirmier demeurant à Solla — coutume sorouba
- 12 — Alassani Gani, cultivateur demeurant à Solla — coutume sorouba
- 13 — Bawa Abako, secrétaire du chef de canton de Solla — coutume sorouba
- 14 — Adako Yao Oulégo, chef du canton de Solla — coutume sorouba
- 15 — Lawani Sédou, commerçant demeurant à Pagouda — coutume nago
- 16 — Salaou Adjao, commerçant demeurant à Pagouda — coutume nago
- 17 — Radji Lassissi, commerçant demeurant à Pagouda — coutume nago
- 18 — Tudjani Djibril, commerçant demeurant à Pagouda — coutume nago
- 19 — Imam Abdou Karim, commerçant demeurant à Pagouda — coutume cotocoli
- 20 — Issa A. Idrissou, commerçant demeurant à Kétao — coutume cotocoli
- 21 — El-Hadj Adam, commerçant demeurant à Kétao — coutume cotocoli
- 22 — El-Hadj Mama Tchamba, commerçant demeurant à Kétao — coutume cotocoli
- 23 — Bagoudou Boucha, boucher demeurant à Pagouda — coutume haoussa
- 24 — Gbaguidi Michel, commerçant demeurant à Kétao — coutume fon

Tribunal coutumier de première instance de Kandé

- 1 — Arregbah Philippe, infirmier demeurant à Kandé — coutume lamba
- 2 — Lembo Nas, infirmier-vétérinaire à Kandé — coutume lamba
- 3 — N'Bouma Ayéoté, chef du village de Gnadé — coutume lamba
- 4 — Moka Lotro, chef du village de Pagouda — coutume lamba
- 5 — Ayekato Tchacou, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 6 — Tchambango Wotou, notable demeurant à Anima — coutume lamba
- 7 — N'Bouma Sékilemré, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 8 — Oumorou Djato, notable demeurant à Wartéma — coutume lamba
- 9 — Natta Tayété, chef de canton de Nadoba — coutume lamba
- 10 — Tchoma, chef du village de Dapien — coutume lamba
- 11 — Santi Natta, chef du village de Warengo — coutume lamba
- 12 — Tidjani, commerçant demeurant à Kandé — coutume lamba
- 13 — Kpassemon Anambouto, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 14 — Dahonde Akpanlaou, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 15 — Simbre Djato, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 16 — Ahote, notable demeurant à Pessidé — coutume lamba
- 17 — Agnindé Gnama, notable demeurant à Pessidé — coutume lamba
- 18 — Malam Morou, notable demeurant à Pangouda — coutume lamba
- 19 — Tambo Ouyanga, notable demeurant à Adjaidé — coutume lamba
- 20 — Koussimel Gnassifo, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 21 — Séibou Sababigaou, chef Zongo demeurant à Kandé — coutume lamba
- 22 — Toukoussala Kpatéka, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 23 — Dahonde Nahandjadé, notable demeurant à Kandé — coutume lamba
- 24 — Sanwogou Sambiani, chef du village de Niouci-ra N'Gan-Gan — coutume lamba

Tribunal coutumier de première instance de Lama-Kara

- 1 — Anjmaou Tchalla, chef du village de Yadé — coutume cabraise
- 2 — Tandoko Katagna, chef du village de Kouméa — coutume cabraise
- 3 — Nabede Alphonse, instituteur demeurant à Pya — coutume cabraise
- 4 — Farara Kadanga, chef du canton de Tchitchao — coutume cabraise
- 5 — Dassimwai Abi, chef du village de Bohou — coutume cabraise
- 6 — Pignandi Abli, chef du village de Tcharé — coutume cabraise
- 7 — Walla André, chef du village de Lassa — coutume cabraise
- 8 — Assia Norbert, chef du village de Soumdina-Pida — coutume cabraise
- 9 — Kezie Bézizi, chef du village de Landa-Kadjé — coutume cabraise

- 10 — Tagba Kéléya, notable demeurant à Djamdè — coutume cabraise
- 11 — Beguedou Emmanuel, notable demeurant à Kara — coutume cabraise
- 12 — Assima Kpatcha, chef du village de Lama — coutume cabraise
- 13 — Nossilaki Bou, notable demeurant à Landa-Pozenda — coutume cabraise
- 14 — Kao Tikpi, chef du village de Awandjé (Lama-Kara) — coutume peulh
- 15 — Ouro-Gnao Adjémini, ouvrier des Travaux Publics — coutume cotocoli
- 16 — Alfa Sam, tailleur demeurant à Lama-Kara — coutume cotocoli
- 17 — Iman Bawa, demeurant à Lama-Kara — coutume haoussa
- 18 — Lassissi Agnila, commerçant demeurant à Lama-Kara — coutume yorouba
- 19 — Aboki Thomas, ouvrier en retraite demeurant à Lama-Kara — coutume mina
- 20 — Amouzou Soukoumba, agent d'administration en retraite — coutume losso
- 21 — Tchondo Tchassim, chef du village de Sara-Kawa — coutume lamba

Tribunal coutumier de première instance de Mango

- 1 — Baba Emmanuel, instituteur demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 2 — Kokou Saya, instituteur demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 3 — Naki Nandoma, ouvrier des Travaux publics à Mango — coutume tchokossi
- 4 — Lochina Abora, infirmier demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 5 — Tchokoura Natchaba, chef supérieur demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 6 — Djamdja Nadjé, conseiller demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 7 — Kouassi Kudjo, ouvrier des Travaux Publics à Mango — coutume tchokossi
- 8 — Nadio Mana, cultivateur demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 9 — El-Hadj Yaya, cultivateur demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 10 — Gnunle Sambiani, cultivateur demeurant à Gando — coutume gam-gam
- 11 — Okpan Tassindi, chef canton de Koumongou — coutume gam-gam
- 12 — Kolani Kapimé, cultivateur demeurant à Mogou — coutume gam-gam
- 13 — Nanangue Kolani, cultivateur demeurant à Loko — coutume moba
- 14 — Samboèbe Dagou, cultivateur demeurant à Barkoissi — coutume moba
- 15 — Namdounou Sougoumba, commis à Mango — coutume gourma
- 16 — Djangbangué Kolani, cultivateur demeurant à Nagnéni — coutume gourma
- 17 — Idi Abdoulaye, commerçant demeurant à Mango — coutume haoussa
- 18 — Omorou Danworou, commerçant demeurant à Mango — coutume haoussa
- 19 — Dogo Agbèdè, commerçant demeurant à Mango — coutume yorouba
- 20 — Salami Alpha, commerçant demeurant à Mango — coutume yorouba
- 21 — Kodjo Djessé, pêcheur demeurant à Mango — coutume éwé
- 22 — Boukari Bounéri, bouvier demeurant à Mogou — coutume peulh

- 23 — Bodjona Michel, fonctionnaire demeurant à Mango — coutume cabraise
 24 — Tchassimélé Chabodé, agent de la santé publique à Mango — coutume cotocoli.

Tribunal coutumier de première instance de Dapango

- 1 — Nahm Tchougli Natchémongou Djilibé, notable demeurant à Toaga — coutume moba
- 2 — Yao Silibé, notable demeurant à Dapango — coutume moba
- 3 — Douji Madogou, notable demeurant à Dapango — coutume moba
- 4 — Kamboré de Nandoga, notable demeurant à Kurientré — coutume moba
- 5 — Nalaité de Kourientré, notable demeurant à Kurientré — coutume gourma
- 6 — Labdjo Tadjia, notable demeurant à Kantuidi — coutume gourma
- 7 — Massa Djato, notable demeurant à Naki-Est — coutume gourma
- 8 — Tjem Sagalbé, notable demeurant à Pana — coutume gourma
- 9 — Patéfagou Yalké, notable demeurant à Bidjenga — coutume gourma
- 10 — Issaka Adama, notable demeurant à Dapango — coutume haoussa
- 11 — Aboudou Amadou, notable demeurant à Dapango — coutume haoussa
- 12 — Idé Bouraïma, notable demeurant à Dapango — coutume haoussa
- 13 — Mogoré Maliké, notable demeurant à Timbou — coutume yanga
- 14 — Yamdagou Noaga, notable demeurant à Dapango — coutume yanga
- 15 — Tchamba Sambo, notable demeurant à Dapango — coutume peulh
- 16 — Baritsé Amadou, notable demeurant à Dapango — coutume peulh
- 17 — Sahabou Sanoussi, cultivateur demeurant à Dapango — coutume cotocoli
- 18 — Adam Inoussa, commerçant demeurant à Dapango — coutume cotocoli
- 19 — Wingah Norbert, maçon demeurant à Dapango — coutume cabraise
- 20 — Yamba Adjia, maçon demeurant à Dapango — coutume cabraise
- 21 — Lassissi Adjibadé, commerçant demeurant à Dapango — coutume nago
- 22 — Tidjani Gbadamassi, commerçant demeurant à Dapango — coutume nago
- 23 — Baba Tombo, chef d'équipe demeurant à Dapango — coutume tchokossi
- 24 — Agordomey James, commerçant demeurant à Dapango — coutume éwé.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 17 décembre 1965.

N. Grunitzky

DECRET No 65-185 du 17 décembre 1965 portant nomination des assesseurs près les tribunaux coutumiers d'appel pour l'année 1966.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi no 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, notamment ses articles 41 et 58 ;

Vu le décret no 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi no 61-17 du 12 juin 1961 sus-visée ;

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

DECRETE :

Article premier. — Sont nommés assesseurs près les tribunaux coutumiers d'appel pour l'année 1966 :

Tribunal coutumier d'appel de Lomé — Tsévié — palimé

- 1 — Adjallé Eklou Joseph, chef du canton d'Amoutivé — coutume éwé
- 2 — Agbaglo Jérôme, notable demeurant à Bè — coutume éwé
- 3 — Gbényédji Michel, notable demeurant à Bè — coutume éwé
- 4 — Awounor Djidjoli, fonctionnaire retraité demeurant à Aflao — coutume éwé
- 5 — Semekonawo Agblévon, chef du canton d'Aflao — coutume éwé
- 6 — Kessim Makamassi, chef coutumier demeurant à Lomé — coutume cabraise
- 7 — Alatakpa Gabriel, cantonnier au réseau des CFT Tsévié — coutume cabraise
- 8 — Valada Célestin, acheteur de produits à Palimé — coutume cotocoli
- 9 — Idrissou Akpo, en service au réseau des CFT à Lomé — coutume cotocoli
- 10 — Salifou Maman, notable demeurant à Lomé — coutume tchokossi
- 11 — Gbadoé Gérard, menuisier demeurant à Palimé — coutume mina
- 12 — Hillah Amavi Jules, notaire demeurant à Lomé — coutume mina
- 13 — Tomégah Aloysius, notable demeurant à Lomé — coutume mina
- 14 — Messavussu Pierre, 36, rue de Champagne à Lomé — coutume mina
- 15 — Pindra Zakariyao Félix, 12, rue Guillemard à Lomé — coutume yorouba
- 16 — Limoan Germain, en service à la présidence de la République — coutume fon
- 17 — Pofagi Marcel, fonctionnaire retraité demeurant à Lomé — coutume fon
- 18 — El-Hadji Ali, fonctionnaire retraité demeurant à Lomé — coutume haoussa
- 19 — Malam Garba Balarabé, fonctionnaire retraité demeurant à Lomé — coutume haoussa
- 20 — Agbésoudo Wogomebu, pêcheur demeurant à Lomé — coutume ahoulan
- 21 — Akoumani Théophile, cultivateur demeurant à Kévé — coutume ahoulan
- 22 — Akpaki Hermann, propriétaire-transporteur à Lomé — coutume ana

- 23 — N'Tsoukpo Grégoire, contrôleur des produits à Tsévié — coutume akposso-ana
 24 — Bara Moïses, tailleur demeurant à Tsévié — coutume nago.

Tribunal coutumier d'appel d'Anécho — Tabligbo

- 1 — Lawson VII Georges, chef traditionnel demeurant à Anécho — coutume mina
- 2 — Agbanon II Ambroïse, chef traditionnel demeurant à Glidji — coutume mina
- 3 — Ata-Quam Dessou, chef traditionnel à Anécho — coutume mina
- 4 — Akpabi Alphonse Gumu II, chef traditionnel demeurant à Gumukopé — coutume mina
- 5 — Amlon Augustin, chef du village d'Afagnagan — coutume ouatchi
- 6 — Viagbo Joseph, notable demeurant à Tabligbo — coutume ouatchi
- 7 — Dégbé Toudji, chef du village de Tokpli — coutume ouatchi
- 8 — Kalipé Ferdinand, notable demeurant à Vogan — coutume ouatchi
- 9 — Adjokou Soukou, chef du village de Gboto-Zévé — coutume ouatchi
- 10 — Witt Moussa, notable demeurant à Essè-Godjé — coutume ouatchi
- 11 — Noudoukou Djokoto, chef du village de Dagbati — coutume ouatchi
- 12 — Kokou Galy Paul, chef du village de Batonou — coutume ouatchi
- 13 — Matchiagnigban Hlonto, chef du groupement kéta à Assoukopé — coutume ahoulan
- 14 — Ayélaça Lamidi, commerçant demeurant à Anfojn — coutume nago
- 15 — Agbessi Kétékou, cultivateur demeurant à Avévé — coutume fon
- 16 — Yidi Ibrahim, notable demeurant à Tabligbo — coutume haoussa
- 17 — Sokpoh Léopold, commerçant demeurant à Glidji — coutume péda.

Tribunal coutumier d'appel d'Atakpamé — Nuatja

- 1 — Tognikin Nayo, chef de canton demeurant à Atakpamé — coutume woudou
- 2 — Adjonou Kanli, chef de canton demeurant à Atakpamé — coutume ana
- 3 — Atakpa Doni Kossi, chef de canton demeurant à Atakpamé — coutume ana
- 4 — Patsoh Patrice, notable demeurant à Atakpamé — coutume ana
- 5 — Atchéakou Ogbonè Antoine, sous-chef de canton — coutume ana
- 6 — Atchéakou Kokofina, chef de village de Tchékélé — coutume ana-égbérioko
- 7 — Agoussé Joseph, comptable à la SPAR d'Atakpamé — coutume ana-malé
- 8 — Koffi Akakpo Julien, notable demeurant à Atakpamé — coutume fon-ana
- 9 — Togbélo Kossi, notable demeurant à Nuatja — coutume fon
- 10 — Moussa Sandogo, notable demeurant à Nuatja — coutume haoussa
- 11 — Maman Moussa, imam de Zongo — coutume haoussa
- 12 — Issa Wangara, notable demeurant à Atakpamé — coutume haoussa
- 13 — Kassim Alfa, notable demeurant à Nuatja — coutume haoussa

- 14 — Konutsé Stéphan, maître-tailleur demeurant à Atakpamé — coutume éwé
- 15 — Apaloo Paul, notable demeurant à Chra — coutume éwé
- 16 — Lawson Pierre, instituteur en retraite à Atakpamé — coutume mina
- 17 — Kanyi Joseph, notable demeurant à Nuatja — coutume mina
- 18 — Fébon Grégoire, agent de commerce à Atakpamé — coutume mina
- 19 — Aményah Godwin, pharmacien à Atakpamé — coutume ahoulan
- 20 — Dantodji Marcellin, aiguilleur en service au réseau des CFT — coutume adja-éhoué
- 21 — Danhui Hounsounou, chef supérieur de Nuatja — coutume adja
- 22 — Dayi Boévi Pierre Kpétigo, notable demeurant à Nuatja — coutume adja
- 23 — Ohuissi-Nsan Oloubokor, notable demeurant à N'Konkoa — coutume adélé
- 24 — Kadaouré Maman, notable demeurant à Atakpamé — coutume german.

Tribunal coutumier d'appel d'Akposso

- 1 — Eklor Sylvestre, planteur demeurant à Tomégbé — coutume akposso
- 2 — Essité Voédjo, planteur demeurant à Ezimé — coutume akposso
- 3 — Mawouvi Emmanuel, planteur demeurant à Mouna — coutume akposso
- 4 — Ziangbé Nathaniel, planteur demeurant à Otanjobo — coutume akposso
- 5 — Ekoumé Nicolas, planteur demeurant à Bakpèté — coutume akposso
- 6 — Toulassi Joseph, planteur demeurant à Adjassihouhoué — coutume akposso
- 7 — Omou Atchou, planteur demeurant à Azafi — coutume akposso
- 8 — Yovo Assémédi Moïse, planteur demeurant à Témédja — coutume akposso
- 9 — Kokou Gomon, planteur demeurant à Démé-Yalla — coutume akposso
- 10 — Obim Jean, planteur demeurant à Gobé — coutume akposso
- 11 — Kpétsougan Agondé, planteur demeurant à Doumé — coutume akposso
- 12 — Kodédjo Mossé, planteur demeurant à Béna — coutume akposso
- 13 — Adjéoda Koda, planteur demeurant à Klabé-Efoukpa — coutume akposso
- 14 — Amégbégnouié K. Michel, planteur demeurant à Doulassamé — coutume akposso
- 15 — Elitcha Mathias, planteur demeurant à Evou-Yaocopé — coutume akposso
- 16 — Sotomé Adjéoda Stéphane, planteur demeurant à Atakpamé — coutume akposso
- 17 — Kasségné Kotchoni, planteur demeurant à Témé-Malomé — coutume akposso
- 18 — Abassa Jean, planteur demeurant à Akossicopé — coutume akposso
- 19 — Anani Pita, planteur demeurant à Vhé-Kougna — coutume akposso
- 20 — Améganvi Yao, planteur demeurant à Tchakpali — coutume akposso

Tribunal coutumier d'appel de Sokodé-Bassari-Bafilo

- 1 — Tchakada Amadou, cultivateur demeurant à Kolinna — coutume cotocoli
- 2 — Issa Adjagba, forgeron demeurant à Kossobiyo — coutume cotocoli

- 3 — Alfa Yacoubou, chef de village de Ayengré — coutume cotocoli
- 4 — Kondo Ouro Agoro, cultivateur demeurant à Kadjalawa — coutume cotocoli
- 5 — Boukari Yacoubou, commerçant demeurant à Zongo Bassari — coutume cotocoli
- 6 — Ouro-Gaou Kolaghan, chef peulhs demeurant à Koundoun — coutume peulh
- 7 — Kao Sikao, cultivateur demeurant à Santé-Haut — coutume peulh
- 8 — Bouraima Samao, cultivateur demeurant à Bouladé — coutume peulh
- 9 — Adjanakou, chef peulhs demeurant à Sokodé — coutume peulh
- 10 — El-Hadj Adam Passoua, commerçant demeurant à Sokodé — coutume peulh
- 11 — Simié Yawalé, cultivateur demeurant à Aléhéridé — coutume cabraise
- 12 — Tatantj Essotina, cultivateur demeurant à Kosobiyo — coutume cabraise
- 13 — Baromna Kouloun, chef du village de Santé-Bas — coutume cabraise
- 14 — Bassabi Ouro-Atakpa, chef supérieur à Bassari — coutume bassari
- 15 — Bonfoh Bassabi, chef du canton de Kabou — coutume bassari
- 16 — Koffi Séidou, chef du canton de Bitjabé — coutume bassari
- 17 — Djato Djabal, chef supérieur à Guérin-Kouka — coutume konkomba
- 18 — Koubli Yatchamé, chef du village de Namah — coutume konkomba
- 19 — Nandjirma Gnamala, chef du canton de Kidjamboun — coutume konkomba
- 20 — Soga Batchassi, cultivateur demeurant à Tchébébé — coutume losso
- 21 — Akédé Assi, chef du village de Koundoun — coutume losso
- 22 — Alassani, cultivateur demeurant à Boularé — coutume losso
- 23 — Dermane Bassabi, notable demeurant à Zongo Bassari — coutume haoussa
- 24 — Sallé, chef haoussa à Zongo Bassari — coutume haoussa.

Tribunal coutumier d'appel de Lama-Kara — Pagouda — Niamtougou

- 1 — Boukessi Raphaël, moniteur demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 2 — Barandao Mathias, photographe demeurant à Lama-Kara — coutume losso
- 3 — Sanhan K. Pierre, commis en service à Niamtougou — coutume losso
- 4 — Bandaou Bernard, instituteur demeurant à Niamtougou — coutume losso
- 5 — Afossim Dominique, moniteur demeurant Kadjalla — coutume lamba
- 6 — Yenté Gérard, commis en service à Niamtougou — coutume lamba
- 7 — M'Béta Jean, secrétaire du cours complémentaire de Défalé — coutume lamba
- 8 — Simbia Pétchindi, chef du village de Bohouhaut — coutume cabraise
- 9 — Walla François, instituteur demeurant à Yadé — coutume cabraise
- 10 — Possounon Pékabalo Eljas, infirmier demeurant à Niamtougou — coutume cabraise
- 11 — Yaka Joseph, menuisier demeurant à Niamtougou — coutume cabraise

- 12 — Aquitem Egom, cultivateur demeurant à Kétao — coutume cabraise
- 13 — Abdoulaye Soumaïla, boutiquier demeurant à Niamtougou — coutume cotocoli
- 14 — El-Hadj Awalé, commerçant demeurant à Kétao — coutume cotocoli
- 15 — El-Hadj Moustapha, commerçant demeurant à Kétao — coutume cotocoli
- 16 — Laré Benoît, menuisier demeurant à Niamtougou — coutume moba
- 17 — Oumaté Sougoulimpo, menuisier demeurant à Pagouda — coutume moba
- 18 — De Souza Edmond, transporteur demeurant à Lama-Kara — coutume mina
- 19 — Kagbala Aritchè, cultivateur demeurant à Solla — coutume sorouba
- 20 — Yomé Ali, cultivateur demeurant à Solla — coutume sorouba
- 21 — Djima Adisa, commerçant demeurant à Pagouda — coutume nago

Tribunal coutumier d'appel de Dapango — Mango — Kandé

- 1 — Toïtre Barnabé, chef du canton de Nano — coutume moba
- 2 — Dandjati Padjaré, notable demeurant à Bombouaka — coutume moba
- 3 — Lamboni Michel Kpapabou, agriculteur à Nagnéni — coutume moba
- 4 — Soaré Namgoré, notable demeurant à Sanfatouti — coutume gourma
- 5 — Kombaté Lamboni, chef de canton à Namoudjoga — coutume gourma
- 6 — Kantabi Kombaté, notable demeurant à Naki-Est — coutume gourma
- 7 — Malam Idé, Me coranique demeurant à Dapango — coutume haoussa
- 8 — Mjiziyawa Mama, commerçant à Mango — coutume haoussa
- 9 — Yaro Djadja, notable demeurant à Kandé — coutume haoussa
- 10 — Fousséni Zougoundi, commerçant demeurant à Mango — coutume haoussa
- 11 — Nassoma Anzoumana, commerçant demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 12 — Djakpa Soulé, infirmier demeurant à Mango — coutume tchokossi
- 13 — Fatouma Omorou, infirmier demeurant à Dapango — coutume tchokossi
- 14 — El-Hadj Mikayila, cultivateur demeurant à Mango — coutume musulmane
- 15 — Famba Isaac, cultivateur à Kountoiré — coutume gam-gam
- 16 — Nandji Akpéri, cultivateur demeurant à Faré — coutume gam-gam
- 17 — Djobo Anoukoumé, notable demeurant à Pésidé — coutume lamba
- 18 — Akanto Paul, moniteur demeurant à Kandé — coutume lamba
- 19 — Séidou Idani, bouvier demeurant à Mogou — coutume peulh
- 20 — Samboni, notable demeurant à Kandé — coutume peulh
- 21 — Pakou N'Da, notable demeurant à Waterma — coutume tamberma
- 22 — Gounténé Goutante, notable demeurant à Dapango — coutume yanga
- 23 — Assoti Etienne, menuisier demeurant à Dapango — coutume cabraise

24 — Têko Tossoukpè Joseph, maçon demeurant à Dapango — coutumé éwé.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 décembre 1965.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-186 portant création d'un Consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

DECRETE :

Article premier — Est créé en Bavière (République Fédérale d'Allemagne) un Consulat honoraire de la République togolaise ayant son siège à Munich.

Art. 2 — M. Walter Kaiser est nommé Consul honoraire de la République togolaise et chargé de ce Consulat.

Art. 3 — Le ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 décembre 1965.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-187 portant création d'un Consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

DECRETE :

Article premier — Est créé en Nordrhein-Westfalen (République Fédérale d'Allemagne) un Consulat honoraire de la République togolaise ayant son siège à Bonn.

Art. 2 — M. Peter Kraemer est nommé Consul honoraire de la République togolaise et chargé de ce Consulat.

Art. 3 — Le ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 décembre 1965.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-188 portant création d'un Consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

DECRETE :

Article premier — Est créé à Hambourg (République Fédérale d'Allemagne) un Consulat honoraire de la République togolaise ayant son siège à Hambourg.

Art. 2 — M. Hans-Leonard Steinwaller est nommé Consul honoraire de la République togolaise et chargé de ce Consulat.

Art. 3 — Le ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 décembre 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-189 portant création d'un Consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

DECRETE :

Article premier — Est créé en Hessen (République Fédérale d'Allemagne) un Consulat honoraire de la République togolaise ayant son siège à Francfort sur le Main.

Art. 2 — M. Edmund Lang est nommé Consul honoraire de la République togolaise et chargé de ce Consulat.

Art. 3 — Le ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 décembre 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-190 portant création d'un Consulat honoraire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;
Sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères,

DECRETE :

Article premier — Est créé en Baden Wurtemberg (République Fédérale d'Allemagne) un Consulat honoraire de la République togolaise ayant son siège à Stuttgart.

Art. 2 — M. Leo Gustav von Koczian est nommé Consul honoraire de la République Togolaise et chargé de ce Consulat.

Art. 3 — Le ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 décembre 1965
N. Grunitzky

**MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME**

ARRETE No 29-MCIT du 31-12-65 bloquant des prix de vente de marchandises.

**LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME;**

Vu le décret no 63-56 du 14 mai 1963 relatif à la composition du Gouvernement, modifié par le décret no 63-120 du 19 septembre 1963;

Vu le décret no 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret no 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme;

Vu l'arrêté no 317 du 6 juin 1942 promulguant au Togo la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix;

Vu le décret no 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks, article 7;

Vu le décret no 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix;

Après consultation de la commission des prix et stocks,

ARRETE :

Article premier — En application du décret no 65-4 du 6 janvier 1965, les prix de vente en gros, demi-gros et détail des produits et marchandises énumérés à l'article 2 ci-dessous et faisant l'objet d'une nouvelle fiscalité contenue dans la loi de finances no 65-25 du 3 décembre 1965 sont bloqués au niveau qu'ils ont atteint au 1^{er} décembre 1965.

Art. 2 — Les produits et marchandises visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont les suivants :

Riz — Huile d'arachide (en fûts ou en bouteilles) — Beurre — Vin mousseux — Champagne — Cigarettes — Piles électriques — Appareils récepteurs — Ciment.

Art. 3 — Tous les autres produits et marchandises autres que ceux énumérés à l'article 2 ci-dessus et faisant l'objet de la nouvelle fiscalité contenue dans la même loi de finances sont soumis à un régime de liberté surveillée.

Pour les prix de cette catégorie de produits et marchandises, les commerçants doivent obligatoirement en soumettre toute modification au Bureau du Contrôle des Prix et Stocks.

Art. 4 — Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions du décret no 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du Contrôle des Prix et Stocks.

Art. 5 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 6 — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République togolaise, enregistré, publié et communiqué selon la procédure d'urgence.

Lomé, le 31 décembre 1965
J. Agbemegnan

ARRETE No 1-MCIT du 5-1-66 portant fixation des prix des carburants dans la République togolaise.

**LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME,**

Vu le décret no 63-56 du 14 mai 1963 portant nomination des membres du gouvernement, modifié par le décret no 63-120 du 19 septembre 1963;

Vu le décret no 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret no 63-80 du 6 juillet 1963 et définissant les attributions du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme;

Vu le décret no 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks;

Vu le décret no 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix;

Vu l'arrêté no 29-MCIT du 31 décembre 1965 bloquant des prix de vente de marchandises;

Après consultation de la commission des prix et stocks,

ARRETE :

Article premier — Pour compter du 6 janvier 1966, le prix de vente au détail du litre à Lomé des carburants est fixé comme suit :

- Essence super 42,00 Frs
- Essence normal (83R) 36,50 Frs
- Pétrole 20,50 Frs
- Gas-oil 26,00 Frs

Art. 2 — Le prix de vente au détail est déterminé conformément aux articles 4 et 6 du décret no 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Les prix de vente des carburants dans les autres centres de la République togolaise sont déterminés au tableau ci-contre.

Art. 3 — Les remises accordées aux détaillants sur les prix de détail sont au litre de :

- 3,00 Frs pour l'essence (super et normal)
- 2,70 Frs pour le pétrole,
- 2,30 Frs pour le Gas-oil.

Art. 4 — La non-observation des prescriptions édictées par le présent arrêté est passible des peines prévues par le décret no 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Art. 5 — Les fonctionnaires désignés à l'article 9 du décret no 64-21 du 15 février 1964 sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 6 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté, et notamment les dispositions des arrêtés nos 8 du 30 janvier 1965, 12 et 13 du 16 février 1965 sont abrogées.

Art. 7 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 5 janvier 1966

J. Agbemegnan

Localités	Essence	Pétrole	Gas-Oil	Super Carburant
Anécho	36,80	20,80	26,30	42,30
Anfoin-Ganavé-Vogan	36,90	20,90	26,40	
Afagnan-Tabligbo	37,10	21,10	26,60	
Agou	37,60	21,60	27,10	
Palimé	37,70	21,70	27,20	43,20
Tsévié	36,70	20,70	26,20	
Assahoun	36,90	20,90	26,40	
Nuatja	37,50	21,50	27,00	
Atakpamé	38,20	22,20	27,70	
Amou-Oblo	38,40	22,40	27,90	
Elé	38,00	22,00	27,50	
Badou	39,10	23,10	28,60	
Anié	38,50	22,50	28,00	
Blitta	39,20	23,20	28,70	
Sokodé	40,10	24,10	29,60	
Bafilo	40,70	24,70	30,20	
Bassari	40,80	24,80	30,30	
Lama-Kara	41,10	25,10	30,60	
Pagouda	41,40	25,40	30,90	
Niamtougou	41,40	25,40	30,90	
Kandé	41,80	25,80	31,30	
Mango	43,10	27,10	32,60	
Dapango	44,20	28,20	33,70	

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE No 2-INT du 8-1-66 fixant la composition de la commission pour le recensement général des votes dans la commune d'Anécho.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la loi no 59-47 du 5 juin 1959 modifiant la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale ;

Vu l'arrêté no 86-INT du 24-12-1965 convoquant le collège électoral de la commune d'Anécho pour le dimanche 16 janvier 1966 ;

Sur proposition du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et du chef de circonscription d'Anécho,

A R R E T E :

Article premier — La composition de la commission de recensement général des votes pour les élections municipales du 16 janvier 1966 dans la commune d'Anécho est fixée comme suit :

Président : M. Acouetey Théodore, conseiller à la cour d'appel.

Membres } MM. Nyadjogbé Christian, adjoint au chef de circonscription
Brassier Paul, receveur des postes et télécommunications.

Art. 2 — La commission désignée ci-dessus se réunira à Anécho aux lieux, jour et heure fixés par son président.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de radio, de presse et d'affichage.

Lomé, le 8 janvier 1966
F. Mama